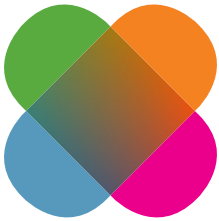


# ARTICLE



## **BASMA EL HUSSEINY**

NOUS AVONS BESOIN DE DROITS CULTURELS  
POUR TOUTES ET TOUS



# BASMA EL HUSSEINY

Le monde devenu désormais un grand village grâce aux progrès des technologies de la communication est un cliché habituellement utilisé pour illustrer combien les êtres humains aujourd'hui sont plus connecté·e·s que jamais, en particulier avec l'usage étendu des réseaux sociaux. Je soutiens qu'en dépit des grandes avancées dans les communications au cours du siècle écoulé, du revirement positif majeur dans la sensibilisation et la prise de conscience qui a donné lieu au premier code éthique universel qu'est la Déclaration universelle des droits de l'Homme (et les structures et accords qui s'ensuivent cherchant à la concrétiser), malgré ces grandes réussites, notre monde actuel se retrouve extrêmement divisé en termes de répartition des richesses et d'accès aux services de base. Il est également important de noter que malgré l'accroissement de la connectivité virtuelle, la mobilité physique dans les pays est devenue plus difficile que jamais avec les restrictions imposées par les pays riches contre les visiteurs·se·s arrivant de pays plus pauvres.

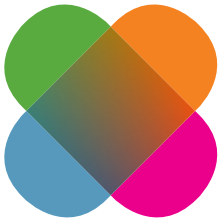
Près d'un cinquième des 7,6 milliards d'habitants sur Terre vivent dans des bidonvilles, des camps de réfugiés et autres formes d'habitats informels qui manquent de la plupart voire de tous les services

de base tels que l'eau courante, l'assainissement, la protection contre les conditions météorologiques extrêmes, l'accès aux services de santé et aux écoles. Cette proportion de la population humaine se situe en grande partie dans les pays en développement d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et du Moyen-Orient.

Les disparités économiques et sociales entre les pays riches et les pays pauvres sont frappantes. Selon un rapport<sup>1</sup> d'Oxfam datant de janvier 2014, les 85 personnes les plus riches du monde possèdent la même richesse que la moitié la moins riche de la population mondiale, c'est-à-dire environ 3,5 milliards de personnes. Une étude du Crédit Suisse d'octobre 2014 établit également que les personnes représentant les premiers 1 % possèdent actuellement la moitié des richesses mondiales et que la disparité accélérée pourrait déclencher une récession. Un autre rapport<sup>2</sup> d'Oxfam en janvier 2018 affirme que parmi les richesses générées l'année précédente, 82 % ont profité aux 1 % les plus riches de la population mondiale.

<sup>1</sup> [https://www.oxfamfrance.org/sites/default/files/file\\_attachments/rapport\\_oxfam\\_inegalites\\_extremes.pdf](https://www.oxfamfrance.org/sites/default/files/file_attachments/rapport_oxfam_inegalites_extremes.pdf)

<sup>2</sup> <https://www.oxfam.org/fr/salle-de-presse/communiqués/2018-01-22/les-1-les-plus-riches-empochent-82-des-richesses-creees-lan>



## 3<sup>ème</sup> édition PRIX INTERNATIONAL CGLU - VILLE DE MEXICO - CULTURE 21

Pendant les deux dernières décennies en particulier, c'est peut-être la guerre qui a été le facteur de division de l'humanité le plus puissant, du moins dans la région d'où je viens, la région arabe. Cette région est devenue le champ de bataille des idéologies et pouvoirs les plus conflictuels et une véritable mine d'or pour les fabricants d'armes.

Les coûts de ces guerres sont saisissants : plus de 10 millions de réfugié·e·s<sup>3</sup> provenant de Syrie, d'Irak, du Yémen, du Sud-Soudan et de Palestine; près de 2 millions de morts depuis 2003 en Irak, en Syrie, en Palestine, au Yémen, en Libye, en Égypte, au Bahreïn et en Tunisie ; des centaines de milliers de prisonnier·ère·s politiques ; un nombre indéterminé de groupes terroristes armés ; un nombre indéterminé de bases militaires étrangères ; plus de 150 milliards \$ dépensés en 2015<sup>4</sup> par les pays Arabes en armement seulement, alors que plus de 100 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté, avec 2,5 \$/jour<sup>5</sup> dans cette région riche en pétrole.

Les inégalités économiques et la guerre sont, selon moi, les deux plus grands dangers du futur de l'humanité. Leurs coûts sont trop lourds pour l'humanité, leurs impacts vont bien au-delà de la dure réalité : morts, réfugié·e·s, famines et malnutrition, illettrisme, épidémies et taux de mortalité, etc. Leur impact le plus profond et le plus significatif est de priver le genre humain de la plupart de ses potentiels pour le progrès. Le gâchis du talent et de l'intelligence humaine provoqué par les guerres et la pauvreté est un danger réel pour les générations futures.

Parmi tous les efforts universels déployés et les discussions pour atténuer l'impact négatif de ces deux facteurs, l'une des thématiques les plus

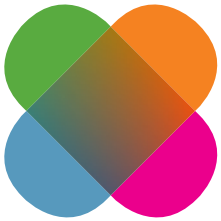
importantes ne reçoit que peu d'attention : les arts et la culture. Les communautés qui souffrent de la guerre, de la pauvreté, de la violence et de l'exclusion sociale peuvent sombrer facilement dans le désespoir. Elles ont l'impression que personne ne remarque qu'elles agonisent et que le seul lien qu'elles ont avec les autres est celui de l'attente qu'on leur vienne en aide. La capacité de ces communautés, et des personnes qui les composent, à créer et profiter de l'art, les place pourtant dans l'équation mondiale. Ils et elles peuvent créer des choses dont les autres êtres humains peuvent avoir besoin et profiter. Ils et elles continueront d'être les victimes de guerres et d'exploitation économique, mais il·elle·s auront désormais le pouvoir que confère l'art, le pouvoir d'imaginer une réalité différente de celle qu'il·elle·s vivent, le pouvoir de l'espoir.

Dans un sens, plaider en faveur de la culture comme pierre angulaire du changement social est devenu une tâche digne de Sisyphe. En dépit des nombreux arguments avancés par les artistes et les activistes culturel·le·s, souvent étayés par des récits réels et des preuves manifestes, la logique selon laquelle les personnes pauvres et désemparées ont besoin de l'art semble être une notion incompréhensible pour les décideurs, les hommes et femmes politiques, les économistes, et par-dessus tout, les médias. Il existe chez les leaders, et même chez les plus progressistes, une conviction profondément enracinée que la capacité à l'expression créative et le désir de profiter de l'art sont une exclusivité des classes dominantes et que cette capacité et ce désir ne constituent pas des nécessités dans les pays et communautés pauvres. Il est frustrant de constater combien de fois les conventions et organisations internationales ont échoué à reconnaître l'importance des arts et de la culture comme domaines les plus essentiels de l'activité humaine, où les valeurs et les

3 <https://www.unrefugees.org/refugee-facts/statistics/>  
<http://www.unhcr.org/fr/aperçu-statistique.html>

4 <https://www.sipri.org/sites/default/files/EMBARGO%20FS1604%20Milx%202015.pdf>

5 <http://www.arabdevelopmentportal.com/indicator/poverty>



## 3<sup>ème</sup> édition PRIX INTERNATIONAL CGLU - VILLE DE MEXICO - CULTURE 21

idées sont discutées, critiquées et créées et la façon dont ceci peut aider dans le combat contre les causes profondes de l'inégalité, de l'exclusion, de la violence et du conflit. Cet échec se manifeste chaque fois qu'un plan international ou convention est annoncée et que nous nous apercevons que les arts et la culture sont à peine mentionnés (lorsqu'ils le sont) et qu'ils se trouvent toujours en dernière place sur les listes des thématiques et sujets à aborder.

Il est alors extrêmement paradoxal de voir comme les artistes et les écrivain·e·s sont pourtant une cible prioritaire des régimes autoritaires, partout dans le monde. Si l'art est si insignifiant, pourquoi emprisonner des artistes et interdire leurs œuvres ? Les exemples sont nombreux : d'Osman Kavala en Turquie à Bobi Wine en Ouganda, les artistes et les activistes culturel·le·s sont jeté·e·s en prison, les théâtres et les galeries sont fermées et les poèmes et chansons sont interdits. La liberté d'expression devient de plus en plus un privilège pour les personnes et les nations riches. Malheureusement, il semble que seuls les tyrans soient capables de reconnaître le rôle des arts et de la culture, ou du moins l'aspect subversif de ce rôle.

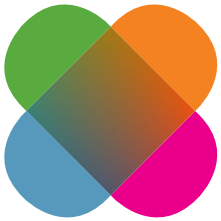
L'Art, avec sa capacité à discuter, critiquer et créer des idées et des valeurs, endosse nombre de rôles : il donne aux peuples les outils et les plateformes pour analyser leur réalité, articuler leurs inquiétudes, exprimer et examiner leurs doutes, former et confirmer des convictions et des croyances, extraire des faits conséquents et généraliser, et bien entendu, toujours profiter de la vie. Ce dernier rôle est largement négligé dans les cas rares où le rôle des arts obtient l'attention de l'opinion publique. Pourquoi le fait de profiter de la vie est-il considéré comme non indispensable aux personnes exclues et dans le besoin, alors que des milliards de dollars sont dépensés dans cette optique

chaque jour par les plus riches ?

L'UNESCO a tenté de combler cette lacune dans sa Convention de 2005<sup>6</sup>, en particulier à l'article 13 qui stipule : « Les Parties s'emploient à intégrer la culture dans leurs politiques de développement, à tous les niveaux, en vue de créer des conditions propices au développement durable ». Cependant, rares sont les exemples de la mise en œuvre réussie de cet article par les 145 pays ayant ratifié, accepté ou consulté la convention.

Il est certain que davantage de plaidoyer est nécessaire, à la fois dans les hautes sphères de la fabrique politique mais aussi auprès de celles et ceux que nous considérons « acquis·es à la cause », nos collègues d'autres secteurs de la société civile, des mouvements pour la jeunesse, des défenseur·se·s de la paix et, surtout, auprès de celles et ceux dont nous, artistes et activistes culturel·le·s, cherchons à protéger les intérêts. La notion de l'art comme un luxe pour celles et ceux qui ne peuvent se le permettre prive les communautés pauvres et marginalisées de l'arme la plus efficace qu'il·elle·s peuvent utiliser pour le changement social. L'argent que les pays en développement dépensent dans la construction d'opéras chics et de galeries nationales vides dans les villes capitales, est pris aux programmes et aux espaces dont chaque bidonville, camp de réfugié·e·s et village devrait pouvoir disposer pour rendre possible l'expression créative libre et la promouvoir. C'est là que l'art joue son rôle le plus essentiel : transformer les difficultés que nous rencontrons et les horreurs dont nous sommes témoins en un véritable questionnement de l'injustice, de l'oppression et de la violence. C'est là également que les personnes qui souffrent le plus peuvent découvrir la joie et recouvrir la capacité d'entrer en lien avec les autres. Pour celles et ceux

<sup>6</sup> <http://unesdoc.unesco.org/images/0022/002253/225383F.pdf>



## 3<sup>ème</sup> édition PRIX INTERNATIONAL CGLU - VILLE DE MEXICO - CULTURE 21

qui vivent dans ces communautés, c'est-à-dire la majorité de l'humanité, l'art est transformateur, dynamique et essentiellement subversif.

Ceci n'est pas précisément un appel à abandonner les prestigieuses salles de concert et les chics festivals internationaux, et à aller travailler uniquement dans les bidonvilles, les villages et les camps de réfugié-e-s. Nous pouvons tou-te-s reconnaître que ces communautés existent, et reconnaître que les personnes qui vivent en leur sein ont exactement la même nécessité et la même capacité d'expression artistique que celles et ceux vivant dans les quartiers des classes moyennes et les banlieues riches. En quelques mots comme en cent : nous avons besoin de Droits culturels pour toutes et tous. C'est d'ailleurs ce que le guide « Culture 21 Actions » de Cités et Gouvernements Locaux Unis promeut à très juste titre.

La communauté internationale peut faire le choix de ne pas le reconnaître, mais cela ne ferait que

continuer à construire davantage de murs, à souscrire d'autant plus fortement aux théories de la terreur et de la conspiration, et donc à continuer d'être pauvres et de moins en moins en sécurité. Cela ne ferait qu'augmenter la pauvreté non seulement du point de vue matériel, mais cela priverait également nos sociétés de la richesse même de l'art, qui peut être créé et dont peuvent profiter celles et ceux que nous choisissons d'ignorer, les mettant alors davantage en danger, alors que sont dépensés des milliards en mesures de sécurité. En effet, la sécurité représente bien plus qu'échapper physiquement et dans l'immédiat au danger. Elle se définit également par la sécurité de notre futur en tant qu'êtres humains doué-e-s d'intelligence, de compassion et de bienveillance. Nous ne pourrions être riches et en sécurité qu'en trouvant la force, au plus profond de nous-mêmes, de remettre en cause notre réalité et faire preuve d'imagination pour voir le monde où nous aimerions vivre, et le créer.

---

### PRIX INTERNATIONAL "CGLU - VILLE DE MEXICO - CULTURE 21"

LE « PRIX INTERNATIONAL CGLU - VILLE DE MEXICO - CULTURE 21 » A POUR OBJECTIF DE RÉCOMPENSER LES LEADERS - VILLES ET PERSONNES - QUI SE SONT DISTINGUÉS PAR LEUR CONTRIBUTION À LA CULTURE EN TANT QUE DIMENSION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE. LES 7 ET 8 MAI 2018, LE JURY, COMPOSÉ DE FARIDA SHAHEED (PRÉSIDENTE), CATHERINE CULLEN, LUCINA JIMÉNEZ, EDUARDO NIVÓN BOLÁN ET EDUARDO VÁZQUEZ MARTÍN A TENU SA DERNIÈRE RÉUNION AFIN DE DÉLIBÉRER SUR LA DÉSIGNATION D'UNE VILLE PARMIS LES 83 CANDIDATES ET D'UNE PERSONNALITÉ GAGNANTES. LE PRIX « PERSONNALITÉ » A ÉTÉ ATTRIBUÉ EX-AEQUO À BASMA EL HUSSEINY ET À PATRICE MEYER-BISCH. LA CÉRÉMONIE DE REMISE DU PRIX A EU LIEU DANS LA VILLE DE MEXICO (MEXIQUE) LE 18 NOVEMBRE 2018.

**[PRIX.AGENDA21CULTURE.NET](http://PRIX.AGENDA21CULTURE.NET)**